

L'hon. Eric Kierans (ministre des Postes): Monsieur l'Orateur, je ne crois pas que les frontières provinciales aient quoi que ce soit à voir avec le retard du courrier. Si le député a des renseignements plus précis et qu'il veuille bien me dire à quelles frontières il fait allusion, j'enquêterai volontiers.

M. Southam: Je suis désolé que le ministre n'ait pas encore reçu une lettre que je lui ai adressée, mais je pense à la frontière est de la Saskatchewan; dans certains cas, le courrier a mis cinq jours à parvenir à destination, à cinq milles de l'autre côté de la frontière.

LES COMMUNICATIONS

LE LIVRE BLANC SUR LES SATELLITES DE COMMUNICATION

M. Ed Schreyer (Selkirk): Monsieur l'Orateur, puisqu'il a eu une semaine pour étudier la question, le ministre des Postes voudrait-il nous dire s'il compte déposer le Livre blanc définissant la forme de l'organisation de la société de développement de satellites de communication canadiens, avant que la mesure législative soit présentée?

L'hon. Eric Kierans (ministre des Postes): Monsieur l'Orateur, le député fait allusion au rapport McIntosh. Il s'agit d'un rapport interne préparé à l'usage du ministère. Toutefois, je le répète, je demanderai l'opinion de mes collègues quant à savoir s'il faut ou non le communiquer.

[Plus tard]

M. Schreyer: Monsieur l'Orateur, comme le rapport McIntosh est un document de travail interministériel, le ministre peut-il nous dire si, avant de présenter une mesure législative, il déposera un document ou un dossier concernant la politique du gouvernement à l'égard de la société de satellites de communication?

L'hon. M. Kierans: Je vais y songer, monsieur l'Orateur.

LES CÉRÉALES

VANCOUVER (C.-B.)—L'USAGE DES LOCOMOTIVES AMÉRICAINES POUR LE MOUVEMENT DU BLÉ

M. S. J. Korchinski (Mackenzie): Monsieur l'Orateur, étant donné que, selon des rumeurs persistantes, la situation du grain à Vancouver ne serait pas réglée avant la fin d'avril ou de mai, le ministre de l'Industrie et du Commerce pourrait-il nous dire si dans les entretiens qu'il a eus récemment avec les compagnies de chemins de fer, il a tenté d'obtenir de compagnies américaines des locomotives diesel pour résoudre le problème?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, j'étais à Vancouver, il y a une semaine et quelques jours. Les compagnies de chemins de fer ont accepté de modifier les engagements qu'ils avaient pris avec la Commission canadienne du blé le 15 novembre. Le National-Canadien peut maintenant disposer de 300 wagons couverts par jour et le Pacifique-Canadien, de 301.

J'ai ici un rapport sur ce qui s'est passé la semaine dernière. La situation s'améliore. Le National-Canadien a dépassé deux jours l'objectif qui avait été accepté. Il réussit fort bien. Le Pacifique-Canadien ne réussit pas aussi bien, mais ce matin, par téléphone, je l'ai engagé à faire mieux. J'ai ici un rapport complet sur le déchargement accompli à Vancouver, et je le montrerai volontiers au député. En outre, j'ai reçu des instances...

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît.

M. Korchinski: Comme on me rapporte que des centres d'élevateurs n'ont pas encore livré de grain depuis l'automne dernier, le ministre voudrait-il s'entretenir avec les chemins de fer afin qu'ils obtiennent plus de matériel des réseaux de transport des États-Unis?

L'hon. M. Pepin: Mon honorable ami le sait, je reçois chaque jour à ce sujet des instances que je transmets aux chemins de fer, en leur demandant de faire de leur mieux pour parer à des situations particulières.

LA SÉCURITÉ NATIONALE

LES ARMES NUCLÉAIRES AUX MAINS DES ORGANISMES PRIVÉS

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser au premier ministre une question à laquelle il jugera peut-être approprié de répondre un jour à l'appel des motions. Comme le gouvernement canadien s'inquiète de la prolifération des armes nucléaires dans les divers pays, croit-il qu'il y ait un danger imminent que des organismes privés, des bandes ou des groupes organisés au sein de la société mettent au point de telles armes? Si une telle crainte existe, le premier ministre pourrait-il nous dire si le gouvernement du Canada prend quelque disposition sur le plan international en vue de prévenir un tel danger ou de le contrôler s'il se manifeste? Je ne demande pas qu'on manque aux règles de la sécurité, mais si le gouvernement éprouve une telle inquiétude, quelle mesure prend-il?

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Vu la manière dont le chef de l'opposition a posé